**838 « Être juif en France aujourd’hui, c’est être seul »**



Paul Bernard, haut fonctionnaire, expose, dans une tribune au « Monde », les déchirements des Français juifs, dont il fait partie. Il tente notamment d’expliquer la confusion entre Israël et son gouvernement, dont il ne s’agit pas de « cautionner, fût-ce par le silence, la façon dont il conduit la guerre ». 12-06-2025 à 06h00, modifié à 14h38

L’auteur de ces lignes a 47 ans. Il est français et il est juif. Pendant des décennies, cette double identité ne lui pesait pas le moins du monde. Il la portait avec une discrétion que la conscience de l’histoire teintait d’une humble fierté.

**Depuis dix-huit mois, tout a changé**. Cet aveu me coûte : il me faut surmonter une certaine crainte pour publier cette tribune. Celle de l’isolement ; celle d’être ramené à une condition dont j’aurais préféré ne pas avoir à me justifier. C’est d’abord de cette crainte que je veux faire état. Car le simple fait qu’elle soit irrépressible dit beaucoup de notre pays et de ses dérives.

« ***C’est pas facile d’être juif*** » : que s’est-il passé pour que ces mots de Charles Péguy, écrits en 1910 dans *Notre jeunesse*, puissent s’appliquer à la France de 2025 ? L’antisémitisme s’est installé dans l’air du temps. Il est là, chaque jour, comme inconscient de lui-même. Il ne surgit plus seulement à l’occasion d’un de ces accidents qu’une société vigilante savait naguère reconnaître et sanctionner – comme en 2014, lorsque l’on avait pu arrêter les spectacles dans lesquels Dieudonné outrageait les juifs et, en mêlant la vulgarité à l’abjection, se moquait de leurs martyres passés et de leurs angoisses présentes. Aujourd’hui, les petits Dieudonné prospèrent par milliers, de l’Assemblée nationale aux chaires d’université. Leur haine tranquille devient une pensée dominante.

**Les mots ont perdu leur sens**

Ce naufrage, comme toutes les faillites morales, a commencé par une affaire de vocabulaire. Les mots ont perdu leur sens. En particulier deux d’entre eux, dont l’usage déréglé a beaucoup contribué à heurter la conscience juive en France : le mot « *génocide* » et le mot « *sioniste* ».

« *Génocide* » : ce n’est pas à propos, par exemple, de la guerre soudanaise de 2023, de ses dizaines de milliers de morts et de ses millions de déplacés, que ce terme s’est installé dans l’opinion. Non, il a été soigneusement retourné, avec une forme de raffinement dans la perversité, contre le pays qui fut conçu pour servir de refuge aux survivants de l’extermination des trois quarts des juifs d’Europe. Et il a été martelé jusqu’à ce qu’advienne l’offense absolue, celle qui nazifie le nom d’Israël. Les juifs, qui sont, dans leur cœur et dans leur chair, des orphelins de la Shoah, se retrouvent grimés en héritiers de leurs bourreaux. C’est un poignard qui s’enfonce, jour après jour, dans la mémoire juive blessée.

Quant à « *sioniste* », ce mot a une histoire. Être sioniste, c’est vouloir, ou du moins accepter, l’existence d’un État pour les juifs sur une partie de ce qui était autrefois la Palestine mandataire. Ce n’est rien de moins et rien de plus. Et c’est à présent l’insulte suprême : dans les universités, on hurle « *Sionistes, fascistes, hors des facs* ! » ; dans les manifestations, on expulse des élus aux cris de « *Dehors, les sionistes !* ».

Faudra-t-il donc, pour conjurer la haine, dire : « *Je suis juif mais je ne suis pas génocidaire ; je suis juif mais je ne suis pas sioniste* » ? Seulement voilà : on peut difficilement être juif, en France comme ailleurs, sans être profondément attaché à Israël, qui est né moins de trois ans après la Shoah et dont l’avènement sur la scène du monde fut, pour l’âme juive, la résurrection après le tombeau. Israël, c’est pour les juifs l’endroit sur la Terre où ils savent que, si le pire revenait, ils pourraient conserver la liberté d’être des hommes. Demander aux juifs de renier Israël, ce pays démocratique, grand comme trois ou quatre départements français, où, pour la première fois depuis deux mille ans, on peut parler hébreu en ayant le droit de se défendre, ce serait leur demander de renier une part d’eux-mêmes. Et c’est ce qu’on leur demande, précisément.

**Le judaïsme est un humanisme**

Tels sont les déchirements des Français juifs. Il s’en ajoute un autre, que l’on évoque trop souvent en baissant la voix. Il est de plus en plus difficile, il est de plus en plus impossible, pour les juifs soucieux de la morale juive – celle des Dix Commandements, celle de l’interdit de tuer, celle qui trace avec des arêtes de foudre la limite entre la nature et la Loi – de cautionner, fût-ce par le silence, la façon dont l’État d’Israël conduit la guerre à laquelle l’ont contraint ceux qui veulent le détruire et qui ont perpétré sur son sol le pire massacre antisémite commis depuis la seconde guerre mondiale.

Le judaïsme est un humanisme : c’est en hébreu que pour la première fois dans l’histoire du monde, il fut dit qu’il fallait aimer son prochain comme soi-même. Les juifs ont certes des devoirs envers Israël. Mais Israël a un devoir envers les juifs : celui de préserver l’honneur du peuple dont il porte le nom. C’est un autre tourment pour les juifs – ce n’est pas le moindre.

Voilà où nous en sommes : « *C’est pas facile d’être juif*. » Mais on voudrait que ce ne soit pas une illusion de penser que quelques vérités simples puissent être entendues. Les juifs de France ne sont pas des électeurs de Nétanyahou et ils ne peuvent, sans une atroce injustice, être tenus pour responsables de sa politique, mais ils aiment Israël, dont l’existence est leur consolation après vingt siècles de persécutions. Ils ont leur passé singulier, leur histoire à eux, mais ils aiment la France, leur seul pays, celui qui, en 1791, fut le premier en Europe à faire d’eux des citoyens et qui, à l’aube du XXe siècle, se déchira pour la réhabilitation d’un petit capitaine juif [Alfred Dreyfus]. Ils voudraient simplement pouvoir être qui ils sont, sans avoir ni à s’en justifier, ni à s’en expliquer, ni à s’en excuser.

Être juif en France aujourd’hui, c’est être seul. Il ne dépend que des autres, de tous les Français, de leur main tendue ou refusée, que cette solitude soit abolie. Puisse cet appel, à son échelle, être entendu.

*Paul Bernard est haut fonctionnaire, ancien élève de l’Ecole normale supérieure, agrégé de lettres, ancien conseiller de Bertrand Delanoë à la Mairie de Paris (2007-2012) et de François Hollande à l’Élysée (2012-2014).*